



Novembre 2017

Dispositions d'exécution de la nouvelle loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie

Révision partielle de l'ordonnance sur l'énergie nucléaire

Commentaires



1. Remarques liminaires

Le 30 septembre 2016, le Parlement a adopté le projet de révision totale de la loi sur l'énergie (LEne, FF 2016 7469). Cette révision comprend également l'adaptation de onze autres lois fédérales. Le peuple suisse a approuvé le projet de loi le 21 mai 2017. Ces modifications au niveau de la loi ont des effets sur plusieurs ordonnances¹, dont l'ordonnance du 10 décembre 2004 sur l'énergie nucléaire (OENu; RS 732.11). La présente révision de l'ordonnance fait partie des modifications rendues nécessaires, à l'échelon de l'ordonnance, par la nouvelle LEne.

2. Grandes lignes du projet

Le Parlement a voté une interdiction du retraitement d'éléments combustibles usés et de leur exportation à cette fin (art. 9 LENu). De ce fait, l'art. 13, let. b, OENu doit être adapté. En outre, le Parlement a interdit l'octroi d'une autorisation générale pour la construction d'une centrale nucléaire. En conséquence, l'art. 24, al. 1, let. b, OENu est abrogé.

3. Conséquences financières, conséquences sur le personnel et autres conséquences pour la Confédération, les cantons et les communes

Les modifications à l'échelon de l'ordonnance n'ont aucune conséquence sur les finances ni sur le personnel et aucune autre conséquence pour la Confédération, les cantons et les communes.

4. Conséquences sur l'économie, l'environnement et la société

Les modifications à l'échelon de l'ordonnance n'ont aucune conséquence sur l'économie, l'environnement et la société.

5. Relation avec le droit européen

Pour les domaines concernés par les présentes modifications de l'ordonnance sur l'énergie nucléaire, il n'existe aucune obligation de la Suisse à l'égard de l'UE.

6. Commentaires des dispositions

Art. 13, let. b

L'abrogation de la deuxième partie de phrase découle de l'interdiction de retraitement visée à l'art. 9 LENu.

Art. 24, al. 1, let. b

Cette disposition est inutile en raison de l'interdiction d'octroi d'une autorisation générale pour des centrales nucléaires, c'est-à-dire pour la construction de nouvelles centrales nucléaires au sens de l'art. 12a LENu.

¹ Cf. les informations détaillées sur le contexte dans les commentaires de novembre 2017 concernant la révision totale de l'ordonnance sur l'énergie (OEne).